

phytogénéticiens et d'agronomes canadiens met actuellement sur pied une station de recherches sur le blé tandis qu'une autre équipe canadienne aide à faire de l'apiculture une industrie rurale viable. En Colombie, nos spécialistes en navigation , en construction navale et en techniques de pêche participent au développement de l'industrie halieutique. Au Pérou, nous aidons à établir une école de boulangers afin d'améliorer les normes de production du pain.

Il ne faut pas croire, cependant, que le Canada peut accroître rapidement sa participation dans les secteurs de la production alimentaire. Si nous possédons des compétences en production agricole, par contre, nous ne connaissons pas à fond les conditions agricoles des pays en développement. Nous savons également par expérience que le Canada n'a pas un nombre illimité de techniciens compétents dans le domaine de l'aide agricole. Le problème se complique du fait qu'un développement efficace de programmes agricoles dans les pays en développement nécessite un séjour assez prolongé sur place.

Nous devons également reconnaître les limites que représente la priorité accordée par les pays bénéficiaires de notre aide à l'accroissement de leur potentiel agricole. L'ordre des priorités, aussi bien chez eux que chez nous, doit donc être réétudié. Dans nombre de cas, nous devons consacrer beaucoup plus de ressources au soulagement de la pauvreté rurale, qui atteint la majorité de la population, et à l'amélioration de la production alimentaire.

Récemment, à Londres, à une conférence ministérielle du Commonwealth sur la production alimentaire et le développement rural,